

Jacques Lanxade : « La France n'a pas à avoir honte du Rwanda »

Vingt-cinq ans après le génocide des Tutsi, l'ancien chef d'état-major des armées ne ménage pas ses efforts pour défendre l'intervention militaire française au Rwanda, et réfute toute accusation

Le 7 avril 1994, au lendemain d'un attentat qui coûta la vie à son président, le « pays des mille collines » basculait dans l'horreur. Vingt-cinq ans plus tard, alors que le rôle joué par la France n'est toujours pas très clair, l'amiral toulonnais Jacques Lanxade, droit dans ses bottes, défend l'honneur des militaires français et de son pays. « *Le seul à être intervenu pour mettre fin aux massacres.* »

En cette 25^e commémoration du génocide rwandais, vous êtes très présent dans les médias. Comment vivez-vous cette surexposition ?

D'une certaine façon, j'en suis un peu à l'origine parce que je considère que les accusations qui sont portées contre la France à propos du Rwanda sont tout à fait injustifiées. J'essaie donc d'apporter ma contribution à une vision plus exacte de ce qu'il s'est réellement passé et du rôle qui a été celui de notre pays.

D'après vous, la France n'a donc rien à se reprocher...

Les accusations dont elle fait l'objet sont effectivement à peu près toutes infondées. Bien sûr, on peut reprocher à François Mitterrand d'avoir décidé de soutenir Juvénal Habyarimana contre le Front patriotique rwandais (FPR), considérant que le président rwandais était le seul à pouvoir empêcher la déstabilisation du pays. À ce sujet, je rappelle que ce soutien était conditionné à l'engagement d'Habyarimana d'aller vers plus de démocratie. Dans le même temps, le processus d'Arusha, fortement appuyé par la France, et qui devait permettre le retour du FPR au Rwanda, était également en train de se mettre en place. Malheureusement, un attentat a eu lieu contre le président Habyarimana et le génocide a débuté. Or nous sommes les seuls, avec l'opération Turquoise, à avoir pris le risque d'aller sur place pour tenter d'arrêter les massacres. Qu'on nous attaque sur ce point est tout à fait injuste.

Mais ces attaques viennent aussi de militaires français...

De deux militaires français. Le premier, le général Varret, ancien chef de la mission de coopération au Rwanda, affirme avoir mis en garde les autorités françaises contre le risque de génocide. Contrairement à ce qu'il prétend, ses craintes n'ont pas été ignorées. Simplement, François Mitterrand a estimé que la présence militaire française empêchait la guerre



(Photo Hélène Dos Santos)

civile (à cette époque, on ne parlait pas encore de génocide). Quant au lieutenant-colonel Ancel, je trouve extrêmement curieux que, vingt ans après, cet officier, qui a participé à des opérations au Rwanda et en Yougoslavie, règle une sorte de compte avec l'armée française. Pour des raisons qui m'échappent.

Revenons à l'opération Turquoise. Comment expliquer qu'elle ait commencé deux mois et demi après le début du génocide ?

Après l'attentat contre Habyarimana, nous avons eu le sentiment qu'une guerre civile débutait. Mais au bout de quelques semaines, on s'est rendu compte qu'il s'agissait en fait d'un génocide. C'est d'ailleurs Alain Juppé qui, le premier, a utilisé ce terme publiquement. À ce moment-là, nous avons essayé de mobiliser la communauté internationale pour mettre en place une intervention militaire afin d'arrêter ces massacres. Nous nous sommes heurtés au refus des grandes puissances. Notamment des États-Unis. La France a alors œuvré pour obtenir auprès des Nations unies l'autorisation d'intervenir avec un certain nombre de pays africains. Malheureusement, ça a pris du temps. Mais la France est tout sauf responsable de ce retard.

Dans la foulée de l'attentat contre le président rwandais, les ressortissants occidentaux ont été évacués. Les militaires qui y ont participé n'ont-ils pas vu la tragédie qui se préparait ?

Nous n'avions aucun mandat pour intervenir à ce moment-là. Nous sommes allés simplement pour évacuer les ressortissants européens avec les Belges, les Italiens... Nous n'avions pas de mandat pour faire régner l'ordre. C'était le rôle de la mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar) sur place pour les opérations de maintien de la paix. Malheureusement, la Minuar n'a pas pu faire grand-chose.

Vous affirmez être favorable à l'ouverture des archives. De toutes les archives. Sans aucune réserve ?

J'ai toujours dit que j'étais tout à fait favorable à l'ouverture des archives. Nous n'avons rien à cacher, rien à nous reprocher. Surtout pas les forces armées françaises. Mais, outre les archives françaises, peut-être faudrait-il également ouvrir les archives américaines, britanniques, belges et autres...

Quid des livraisons d'armes aux génocidaires dont on accuse la France ?

Des armes, la France en a effectivement fournies au Rwanda. Au début des années 1990, lorsqu'il s'agissait de reconstruire l'armée rwandaise qui était alors dans un état assez déplorable. Mais à partir du moment où il y a eu l'embargo des Nations unies, nous avons stoppé toutes les ventes d'armes. Donc je ne vois pas comment

on peut nous accuser d'une telle chose. J'avoue avoir beaucoup de mal à comprendre les motivations de Guillaume Ancel.

« La France n'avait aucun mandat pour le maintien de la paix »

Un contradictoire que vous ne refusez pas d'affronter publiquement...

Pourquoi le ferais-je ? Je considère que la France a fait tout ce qu'elle a pu. D'abord pour tenter d'empêcher la déstabilisation du Rwanda et la guerre civile. Ensuite, lorsqu'il a fallu stopper le génocide. Ce qu'a fait la France, aucun autre pays n'a accepté de le faire. On n'a pas du tout à en avoir honte. Bien au contraire.

Les doutes sur l'identité des auteurs de l'attentat contre Habyarimana demeurent. Qui l'a commis, selon vous ?

Je crois que personne ne le sait réellement aujourd'hui. Mon intime conviction à l'époque, et c'est encore le cas, c'est que les auteurs sont à chercher du côté du FPR. Mais faute de preuve, la justice française, saisie parce que les pilotes de l'avion d'Habyarimana étaient des civils français, a mis fin à l'instruction et prononcé un non-lieu.

« Les soldats français ne sont pas des mercenaires »

Le FPR aurait donc provoqué un génocide pour pouvoir mieux intervenir après ?

Dans le processus démocratique qui était en train de se mettre en place, et suite au rapprochement entre l'opposition légale et le FPR, il était prévu que le poste de Premier ministre revienne à terme à un représentant du FPR, en l'occurrence Paul Kagame. Mais quand les relations entre l'opposition et le FPR se sont détériorées, ce dernier a senti qu'il perdait toute possibilité de prendre le pouvoir. C'est en tout cas l'analyse que nous avons faite à l'époque.

Le Rwanda est un traumatisme pour l'armée française ?

Ce qui constitue un traumatisme pour les officiers qui sont intervenus dans le cadre de l'opération Turquoise, c'est le fait d'avoir fait l'objet d'attaques par la presse, et même d'avoir été poursuivis en justice par des associations, sans que les autorités politiques françaises, c'est-à-dire les présidents de la République qui se sont succédés, ne prennent leur défense. Le message envoyé à ces officiers est terrible. En substance, on leur dit : « *Vous étiez des soldats professionnels, vous avez été payés pour accomplir une mission, vous l'avez remplie, maintenant on se désintéresse de vous.* » Or ce langage-là, c'est le langage qu'on tient à des mercenaires. Les soldats français ne sont pas des mercenaires. On a laissé les officiers français se faire attaquer de manière honteuse. Là est le traumatisme.

PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE-LOUIS PAGÈS
plpages@varamatin.com